

## Brexit J-30

### Ce que les bookmarkers évaluent



Que n'a-t-il pas déjà été écrit sur le sujet ? A désormais 1 mois de l'échéance, les 4 alternatives sont bien connues :

- Sortie du Royaume Uni sur la base d'un accord.
- Sortie du Royaume Uni sans accord (envisagée comme potentiellement catastrophique pour l'économie britannique).
- Demande auprès de l'UE d'une période d'extension.
- Révocation unilatérale de l'Article 50 et maintien dans l'UE.

... et de moins en moins faciles à prédire : à l'heure où le Labour, dans la dernière ligne droite, agite le spectre d'un deuxième referendum (sans en avoir défini la question), la Première ministre britannique ouvre dorénavant la voie à un possible report (un revirement tactique soumis à décision du Parlement britannique qui prolonge surtout l'incertitude, a priori de seulement quelques semaines).

Le scénario le plus probable reste encore celui d'un 'no deal'. Dans ce contexte, le prix à payer par le Royaume Uni pour quitter l'Union Européenne risque de s'avérer très élevé, en particulier dans le secteur financier.

Pour les institutions financières basées à Londres, notamment celles qui avaient choisi la capitale britannique pour établir leur quartier général européen et en faire un point d'accès centralisé à l'ensemble du marché de l'UE, il est grand temps de revoir de telles options. Elles seront en effet bientôt contraintes par les régulateurs de démontrer leur capacité à maintenir une continuité de service à leurs clients en cas de 'hard Brexit'.

D'après une récente étude de l'institut [Bruegel](#), le Royaume pourrait ainsi perdre jusqu'à 30 000 emplois et près de 17% de ses actifs bancaires (soit 1 800 milliards €). Rien que pour les banques d'investissement, le think tank bruxellois entrevoit le transfert de 10 000 postes vers l'UE suite au Brexit, complété par 20 000 autres dans les services professionnels (conseil, comptabilité, juridique...).

Même si les banques pourront conserver un hub à Londres pour piloter leur propre risque sur les activités de dérivés et de change, elles devront localiser leurs activités de trading sur le continent pour leurs clients issus de l'UE. D'aucunes prévoient de maintenir leur personnel à Londres et de pouvoir poursuivre leurs activités dans l'Espace Economique Européen sans infraction au cadre réglementaire. Si elles envisagent de 'passeporter' leurs produits / services à travers l'Europe depuis Londres, certains ne pourront pas l'être sans passeport européen et cela devrait conduire à l'augmentation des coûts d'emprunt au sein de l'UE. La plupart de ces organisations auront à établir une entité agréée dans un état de l'UE afin de sécuriser leur passeport et leur service aux clients européens.

En définitive, une telle fragmentation géographique des institutions financières dans l'UE va conduire à complexifier la surveillance interne des risques et à accroître la fragilité des banques en cas de grave crise sur les marchés.

Les auteurs de l'étude affirment que tout reste donc à faire pour l'Europe des 27 dans cette période post-Brexit : définir une nouvelle réglementation financière (en particulier sur les concepts transfrontaliers), améliorer sa capacité à garantir l'intégrité des marchés et la stabilité financière.

Cette opportunité n'a évidemment pas échappé aux autres capitales financières européennes (Paris, Francfort, Amsterdam, Luxembourg, Dublin...) qui ont vu là, très tôt, une manière de contrebalancer la prédominance de Londres et, en toute logique, de ramener dans la zone euro la compensation des produits dérivés libellés en euros.

#### Dates-clés



Pour rappel, la City traite à ce jour 2 fois plus d'euros que la totalité des 19 pays de la monnaie unique. Chacune met en avant ses avantages compétitifs par rapport à Londres : immobilier meilleur marché, taux d'IS plus avantageux, ensemble de services à la hauteur d'un centre financier dynamique...

De son côté, la France est prête à dérouler le 'tapis bleu-blanc-rouge' (selon Anne Hidalgo, en réponse à David Cameron pour son teasing de juin 2012) pour accueillir des acteurs du monde financier qui étaient pourtant critiqués 10 ans plus tôt pour avoir failli faire exploser le système.



Selon [Paris EuroPlace](#), l'enjeu est d'environ 3 500 emplois directs et plus de 20 000 emplois indirects transférés dans la capitale française (les noms de BlackRock et de Citigroup sont avancés par les media britanniques). En tant que seule métropole de stature internationale au sein de l'UE après le départ de Londres, Paris a de nombreuses cartes en main pour attirer les banques et autres fonds d'investissement :

- La plus large région économique d'Europe.
- Une cité internationale dotée d'une position géographique stratégique.

## À PROPOS DE CAPTEO

CAPTEO est un **cabinet de conseil en Stratégie, en Organisation et Management**, dédié à l'industrie financière et aux marchés financiers. Cabinet de référence dans le secteur, nous accompagnons nos clients depuis plus de 14 ans dans leurs réflexions stratégiques, dans la mise en œuvre de leurs projets de transformation et l'amélioration de leurs performances. Nos consultants se tiennent à votre disposition pour analyser les impacts d'une décision d'implantation ou de relocalisation sur un nouveau territoire (aspects stratégiques, financiers, organisationnels, opérationnels et juridiques, réglementation des services financiers...) et vous accompagner en France comme à l'étranger.

[www.capteo.com](http://www.capteo.com)

- Un centre financier reconnu (banques, asset managers, private equity, infrastructures de marché...) notamment sur les aspects High-Tech et Finance Verte.
- Un nouvel environnement juridique et fiscal (pour un traitement équitable des nouveaux entrants face à des concurrents domestiques).
- Un accès à des ressources qualifiées.

*Le Brexit va inévitablement renforcer l'attrait de Paris pour les Français et les Européens de Londres.*

*L'arrivée de cette clientèle internationale, au pouvoir d'achat élevé et aux références de prix très singulières, va accentuer l'envol du marché de l'immobilier dans la capitale.*

*Les nouveaux acquéreurs sont pour la plupart issus du monde de la Finance. Ils disposent de moyens considérables de par les conditions d'emprunt très favorables et le montant de la vente de leur appartement londonien.*

De tels atouts seront-ils suffisants pour remettre en question le leadership de Londres ? Difficile à dire à ce stade, dès lors que ses réels avantages vont demeurer (réglementation indépendante de la nationalité, système judiciaire).

Une partie de la réponse se trouve dans le 'Brexode' ou la capacité de Londres à maintenir ses talents voire à continuer à en recruter à travers l'UE : des professionnels de la Finance qui tiennent avant tout à bien monnayer leur expérience, à trouver des écoles internationales pour leurs enfants et surtout vivre dans un environnement agréable, à savoir qualité dans l'air et dans l'assiette ! A bon entendre...

